

Rassemblement contre l'anarchie sur le littoral de Béjaïa

LE JOUR

D'ALGERIE

Lorsque vacances rime avec travail

L'été, une saison de labeur pour des milliers de jeunes

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4219 - Mardi 11 juillet 2017 - Prix : 10 DA

L'accent mis sur un dialogue social permanent

Le ministre de la Santé reçoit les syndicats

La liesse peut attendre

Par Mohamed Habili

Ne pouvant décemment proclamer la libération de Mossoul alors que Daech acculé dans ses derniers retranchements se défend pied à pied, faisant encore des victimes militaires et civiles en nombre, le Premier ministre irakien s'est résolu à un moyen terme : annoncer la fin inéluctable de Daech dans la ville, puisqu'il était sur les lieux, mais sans donner le signal de la liesse populaire, qui cependant prenant prétexte entre autres de sa venue avait déjà commencé, et même manquant de peu de battre son plein. Pendant toute la journée de dimanche, les médias ne savaient plus très bien sur quel pied danser : annoncer la victoire sans même attendre que Haider al-Abadi assume cette responsabilité, ou bien continuer d'annoncer à intervalles réguliers que cette annonce est attendue d'un moment à l'autre, et qu'il faut donc patienter. Désireux de donner la nouvelle avant tout le monde, il s'en est trouvé pour faire le premier choix, certains qu'ils étaient que de toute façon cela ne saurait tarder. Mais les heures ont passé et toujours pas de proclamation de la victoire. Bien au contraire, les combats se poursuivent ici et là dans Mossoul, et ils sont plus meurtriers que jamais, ceux des douaches, comme les appellent les Irakiens, qui n'ont pas fui, qui ont choisi certes de mourir mais pas avant d'avoir défendu chèrement leur peau. Ils seraient même bien plus nombreux que ne le laisse penser la superficie de leurs derniers réduits.

Suite en page 3

Les citoyens satisfaits de leurs transports

Le retour réussi du service public



Les transports collectifs dans la capitale se sont sensiblement améliorés. Finie la souffrance avec ces privés avec des bus crasseux, des chauffards qui ne respectent aucune consigne de sécurité routière, des receveurs qui remplissent les bus avec des surcharges inimaginables.

Lire page 3

L'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie

«L'expérience algérienne peut aider au règlement des crises»

Soirées musicales «Sayf Al Djazaïr»

Une pléiade d'artistes à l'affiche

Lorsque vacances rime avec travail

L'été, une saison de labeur pour des milliers de jeunes

■ Si la saison estivale reste pour la plupart des citoyens une période de repos et de détente, pour des milliers de jeunes, étudiants pour la majorité, l'été est avant tout l'occasion idéale pour gagner un peu d'argent. A la fois pour couvrir les frais de la rentrée mais aussi une manière pour eux de faire leurs premiers pas vers l'autonomie.

Par Yacine Djadel

L'été est connu pour son atmosphère de bonne humeur et de joie suscitée chez l'ensemble des gens dès son entame. La raison est que la saison se conjugue avec le climat général des vacances. Plages, détente, randonnées, campings et préparation aux voyages à l'étranger pour les plus nantis, les appels à l'évasion ne manquent pas en cette période. Moment de l'année aussi où presque tous les fonctionnaires et salariés prennent congé, l'été ne peut qu'être une aubaine de

répit. Néanmoins, pour une catégorie de la société c'est loin d'être le cas. Bien au contraire, la saison estivale rime avec opportunités de travail pour des milliers de jeunes. Etudiants pour bon nombre d'entre eux, ces derniers trouvent en été un moment propice pour gagner des sous. En effet, pour «se faire son argent de poche» comme disent certains, décrocher un job d'été pour les trois mois de vacances scolaires est de près la meilleure option. C'est la meilleure chose qui puisse arriver à ces milliers de jeunes qui n'ont guère d'autre choix que de travailler pendant la saison estivale. La contrainte de trimer pendant que les autres s'amuse est le prix à payer afin de se permettre une rentrée sociale plus ou moins aisée. A peine l'été entamé, ils sont déjà plusieurs à occuper leurs postes. Un peu partout, dans les grandes villes côtières du pays, des grandes terrasses de cafés, aux immenses centres commerciaux, tous animent ces lieux de vacances avec dynamisme et enthousiasme. Sourires accrocheurs, bons gestes, ainsi que les différentes marques d'hospitalité, ces pros d'hôtellerie improvisés ne manquent pas de charmer la clientèle. Des attitudes qui, généralement, se payent bien en généreux pourboires. Pour les secteurs d'activités, les jeunes jobeurs d'été se trouvent partout. Du simple vendeur de beignets à la plage au garçon de salle des restaurants chics du littoral, allant même jusqu'au cais-

sier des magasins de marque, il n'y a pas une place délaissée. Une véritable course au travail saisonnier le plus lucratif. L'essentiel est de remplir son été avec du boulot, et ce, même au détriment de leur propre divertissement. Par ailleurs, pour ce qui est des principales motivations poussant ces étudiants à sacrifier leurs vacances pour des jobs d'été, il s'est avéré que l'aspect financier n'est pas le seul facteur.

L'aspect psychologique des jeunes : source de motivation pour le travail

«C'est pour nous responsabiliser aussi que mes amis et moi avons pris l'habitude de bosser chaque été. Il n'y a pas que les salaires que nous percevons qui est l'unique raison de sacrifier nos vacances d'été», a lâché Sofiane, un étudiant de fin de cycle à l'université d'Alger 2. Ainsi, parmi les nombreuses raisons incitant ces étudiants à s'adonner au travail l'été plutôt que de s'amuser comme tout le monde, surtout après une dure année universitaire, outre leurs salaires saisonniers, c'est le fait de s'habituer assez tôt au marché du travail et acquérir cette culture. Un avis que nous confirmer l'un de ces jeunes travailleurs rencontrés à une terrasse de café à la plage de Palm Beach (Staoueli). Pour Rachid, la vingtaine passée, qui en plus d'être un étudiant en 1^{er} année de licence à la faculté centrale d'Alger,



Ph.D. R.

l'été a toujours constitué pour lui une saison de travail sans relâche. «Pour moi, les jobs d'été, en plus d'être une opportunité de gagner de l'argent me permettant d'amortir un peu mes frais durant mon année d'études, sont également une façon de me

confronter à la réalité difficile à s'insérer dans le monde professionnel d'aujourd'hui. Ayant parfois des contacts intéressants, cela me permet de préparer le terrain une fois mon diplôme décroché», nous a-t-il confié.

Y. D.

L'association «Défense du littoral» interpelle les autorités de wilaya

Rassemblement contre l'anarchie sur le littoral de Béjaïa

L'association «Défense du littoral» de Béjaïa est mécontente au sujet de l'anarchie qui règne au niveau des plages de la wilaya. Pour mettre un terme à cette situation qui s'aggrave de jour en jour, elle a appelé à un rassemblement le 22 juillet prochain devant le siège de la wilaya pour réclamer «l'application stricte des lois de la République au sujet de la protection du littoral». Dans sa déclaration-appel, l'association parle de constat peu reluisant, relevant «le laxisme et la passivité de certains hauts administrateurs et autres fonctionnaires de l'État dans la wilaya de Béjaïa» et tenant à dénoncer «la passivité de certaines directions, des mairies et des corps constitués». Selon les rédacteurs du document, cela traduit «le marasme d'un Etat démissionnaire au profit de clans mafieux qui sévissent en toute impunité sur le littoral malgré les promesses formulées via les médias et autres cellules de communication». Et pour mettre fin à certaines pratiques préjudiciables au littoral, l'association met sur la table un bon nombre de points qu'elle juge important à

satisfaire pour changer la situation. Pour cela, une plate-forme de revendications a été élaborée et sera adressée aux responsables de la wilaya à l'issue de l'action de protestation dont il est question. Elle s'articule notamment autour de «l'éradication des parkings sauvages et illicites, ainsi que la mise hors d'état de nuire des squatteurs des plages» qui, selon eux, «en imposant l'implantation de parasols, de tables et de chaises, ne laissent ainsi aucune possibilité d'un séjour agréable aux estivants et aucun espace aux familles qui souhaiteraient passer une journée paisible sans risque d'accrochages verbaux et parfois physiques qui n'ont pas lieu d'être». Les animateurs de l'association réclament également «l'exécution des arrêtés de démolition des bâtisses illicites sur la côte Ouest et la mise hors d'état de nuire des réseaux mafieux, l'éradication des lieux de débauche, sources de violences, d'insécurité et de déviation, la gestion des déchets et le contrôle des registres du commerce et de certains fast-foods et épicerie sur le littoral ainsi que la fermeture

des cabarets et bars illicites». Dans le document de l'organisation, il est soulevé également le problème de l'aménagement des accès aux plages. Il est demandé l'arrêt immédiat, par arrêtés, de tous les travaux aux abords du littoral avec un contrôle accru pendant la période estivale et un plan de développement du tourisme digne de ce nom en dehors des professions de foi et autres déclarations qui ne sont jamais suivies de faits. Enfin, il est réclamé des «rondes intensives des patrouilles de la gendarmerie et la formalisation in situ de la réglementation nautique pour l'aisance du baigneur par une délimitation par bouées signalétiques à 300 mètres du rivage». Selon les rédacteurs du document, «cette mesure rendra l'aisance et la confiance aux baigneurs et préservera leur intégrité physique des dangers que représentent les embarcations à moteur (jet-skis, zodiacs, etc.) et permettra aux baigneurs et vacanciers de passer leur séjour en toute sécurité et sans angoisse».

Hocine Cherfa

Au 1^{er} trimestre Tendance à la hausse de la production des hydrocarbures

LE SECTEUR des hydrocarbures (production de pétrole et de gaz, raffinage, liquéfaction du GNL...) a enregistré un net relèvement de sa production durant le premier trimestre 2017 en marquant une hausse de 2,5%, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Concernant la production du pétrole brut et du gaz naturel, la tendance haussière s'est confirmée pour le quatrième trimestre consécutif. En effet, l'activité d'extraction du pétrole brut et du gaz naturel a connu une hausse de 3,6% sur les trois premiers mois de l'année 2017. Quant à l'activité de raffinage du pétrole brut, la production a connu une embellie en enregistrant un bond de 2,3% au premier trimestre 2017, et ce, après des baisses consécutives enregistrées au troisième trimestre 2016 (-6,1%) et au quatrième trimestre 2016 (-10,2%). Cependant, une contre-performance a caractérisé l'activité de liquéfaction du gaz naturel en enregistrant un recul de 2,2% au premier trimestre 2017 par rapport au même trimestre 2016, précise le bilan de l'ONS. Concernant le secteur de l'énergie dans sa globalité (hydrocarbures, électricité...), bien qu'il ait enregistré une croissance de 3,5% entre janvier et fin mars 2017, cette réalisation a été, toutefois, de moindre ampleur par rapport à celle relevée au 4^e trimestre 2016 durant lequel la croissance avait été de 5,8%, mais meilleure que celle du premier trimestre de l'année 2016 qui avait été de seulement 1,7%.

Y. N.

Les citoyens satisfaits de leurs transports

Le retour réussi du service public

■ Les transports collectifs dans la capitale se sont sensiblement améliorés. Finie la souffrance avec ces privés avec des bus crasseux, des chauffards qui ne respectent aucune consigne de sécurité routière, des receveurs qui remplissent les bus avec des surcharges inimaginables.

Par Meriem Benchaouia

A la faveur de la mise en circulation depuis quelque temps des autobus de l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa), le calvaire vécu autrefois, quant à l'insuffisance des moyens de transport pour de nombreuses lignes, n'est plus de mise. Car les moyens se sont multipliés, et la disponibilité aussi à tout moment, et ce, à la satisfaction des milliers d'usagers. En effet, les transports collectifs dans la capitale se sont sensiblement améliorés. Finie la souffrance avec ces privés avec des bus crasseux, des chauffards qui ne respectent aucune consigne de sécurité routière, des receveurs qui remplissent les bus avec des surcharges inimaginables. Des excès de vitesse pour faire plus de rotations et la liste est encore longue. Du coup, le voyageur subit le pire des supplices. En premier lieu, les voyageurs sont contraints d'attendre longtemps dans des conditions lamentables. D'autres, en l'absence totale de contrôle rigoureux des services de transport, n'hésitent pas à abuser en surchargeant le bus, alors que sur les petites lignes, certains receveurs, encouragés par le mutisme des voyageurs et l'absence d'associations de défense des voyageurs, ne daignent pas délivrer le billet de voyage et ce, en toute impunité. Par ailleurs, les transporteurs privés de voyageurs de la wilaya d'Alger ont entamé, dimanche, une grève inopinée d'une journée pour protester contre la mise en service de nouveaux bus de l'Etablissement de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA). Une situation qui a lourdement pénalisé les usa-

A la grande joie des citoyens...



gers du transport en commun. Selon le président du syndicat national des transporteurs privés, Abdelkader Boucherit, la principale revendication des grévistes consistait à mettre à l'arrêt les bus mis en service par l'Etusa, loués auprès d'un opérateur privé pour assurer des lignes bien desservies, cela étant une concurrence inacceptable. Les transporteurs grévistes réclamaient également l'ouverture de nouvelles lignes pour desservir les communes en manque de transport, précisant que l'ouverture de ces lignes a été gelée par le ministère de tutelle depuis deux ans. De son côté, le directeur général de l'Etusa a précisé que son entreprise a consolidé son réseau de transport dans le cadre d'un «appel d'offres» remporté par un opérateur privé à l'effet de renforcer les lignes vers les nouvelles cités. Surpris par cette

grève qui a été déclenchée sans préavis, le responsable a tenu à préciser que son entreprise a renforcé les lignes touchées par la grève pour assurer le transport aux citoyens. L'objectif de l'Etusa était d'améliorer le service public et assurer les bus dans les régions qui enregistrent un manque de transport, a-t-il indiqué, précisant avoir reçu à cet effet des demandes de présidents d'APC et de citoyens.

Une nouvelle ère pour le secteur public

Une virée à travers la capitale a permis de constater, d'un côté, la satisfaction même relative des usagers de voir les bus sillonner la ville presque tout le temps, et, de l'autre côté, un respect des horaires et une bonne organisation, «comparativement aux prestations contestées et contestables qu'assurent beau-

coup de concurrents privés de cette entreprise publique», font remarquer certains passagers. «Les transporteurs privés parlent de concurrence déloyale ! Vu la prestation de services que le privé offre je préfère de loin l'Etusa qui respecte plus ou moins les arrêts et les horaires», nous lance une dame. «Le résultat est là et le jeu en vaut la chandelle», de l'avis de plusieurs personnes interrogées. «Cela fait plaisir à voir», a dit un jeune Algérois en exprimant sa joie de voir «des bus à la hauteur de la capitale, à la faveur également, faut-il le mentionner, de l'amélioration sensible de la situation sécuritaire». Les mêmes usagers ont relevé «une nette amélioration des prestations, avec des bus propres et aérés et même un début de ponctualité comme pour reprendre les bonnes vieilles habitudes».

M. B.

L'accent mis sur un dialogue social permanent

Le ministre de la Santé reçoit les syndicats

Après sa rencontre avec les deux principaux syndicats des pharmaciens, le ministre de la Santé, Mokhtar Hasbellaoui, a reçu hier, le président du Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique (SNPSSP), Mohamed Youf, et le secrétaire général du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), Lounes Ghachi. Contrairement à la rencontre d'hier avec les syndicats des pharmaciens dont le but était de désamorcer cette rencontre avec le Syndicat des paramédicaux et celui de la santé publique s'inscrit dans le cadre du cycle de rencontres de prise de contact du ministre avec l'ensemble des partenaires sociaux et a permis de noter une identité des points de vue concernant notamment la

nécessité pour le médecin de se réapproprier sa juste place dans la société sur la base des valeurs universelles de morale et d'éthique médicales.

Les deux parties ont discuté, en outre, de «la nécessité de normaliser et de hiérarchiser la pyramide des soins pour améliorer la prise en charge des usagers de la santé dans le cadre des directives présidentielles relatives à la modernisation du secteur de la santé», souligne le communiqué de ministère de la Santé.

A cette occasion, Mohamed Youf, a mis exergue le travail de partenariat réel et constructif qui a caractérisé ces dernières années les relations entre le SNPSSP et le ministère de la Santé sur la base d'un dialogue

franc, sincère et transparent. De son côté, tout en soulignant que le dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux est une option stratégique du gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, Hasbellaoui a affirmé que «les avancées enregistrées seront consolidées et les acquis préservés», ajoute le communiqué.

Dans le même cadre, le ministre a reçu également le secrétaire général du SAP lors d'une «séance de prise de contact», indique la même source, précisant que les discussions entre les deux parties ont permis de mettre l'accent sur la nécessité du partenariat et du dialogue social permanent avec l'ensemble des partenaires

sociaux.

Les discussions ont permis aussi d'évoquer les grands chantiers de modernisation du secteur ainsi que certains problèmes de gestion qui freinent le partenariat au niveau de certains établissements de santé, note le communiqué.

Concernant le conflit qui oppose Snapo, Cnas et Casnos, un Conseil interministériel consacré au dossier pharmacie est prévu ce jeudi, dans une tentative de désamorcer la situation tendue entre les deux parties. Dans une déclaration à la Chaîne 1 de la Radio nationale, le président de Syndicat national des pharmaciens d'officines (Snapo), Messaoud Belamri, a affiché son optimisme et sa satisfaction de la rencontre qui l'a regroupé

avec le ministre de la Santé, surtout que leur requête a été transmise au Premier ministre, soulignant qu'une rencontre est programmée hier avec le ministre du Travail et de la Sécurité sociale pour examiner la problématique dans le fond afin de régler définitivement la question des majorations attribuées aux pharmaciens pour la dispensation du médicament générique, consacré par décret exécutif annulé par les organismes de la sécurité sociale et la pénurie de certains médicaments.

Pour rappel, ce syndicat a décidé, à l'issue d'une session extraordinaire de son bureau national tenue le 2 juillet dernier, de recourir à une grève nationale le 12 juillet prochain.

Louiza Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

La liesse peut attendre

Suite de la page une

On parle de centaines qui n'auraient pas dit leur dernier mot, et qui attendent patiemment le moment de le faire. On comprend dès lors l'hésitation des autorités irakiennes, qui préfèrent attendre que le dernier terroriste tombe avant de proclamer la victoire, de peur que la liesse ne soit endeuillée par un grand massacre, ce qui serait tragique. Des centaines de terroristes décidés à mourir et dont plusieurs peut-être rôdent incognito dans la ville, avec pour première intention dans ce cas de transformer la fête en son contraire, c'est sans doute cette vision cauchemardesque qui retient les autorités irakiennes. Des images rapportées de l'intérieur d'un des chaudrons encore en ébullition leur donne tout à fait raison. Stalingrad en miniature. On ne doit pas pouvoir tenir debout plus que quelques secondes dans ces poches infernales. Or ce qui reste de combattants de Daech n'est pas seul dans ces réduits, mais au milieu de civils dont ils se servent comme de boucliers humains. En fait, il semble que personne ne peut dire combien en ce moment sont les uns et les autres. Pour le savoir, il faut pouvoir y entrer, compter les uns et les autres et en sortir vivant. Les soldats irakiens en sont réduits à avancer à l'aveugle. On connaît le mot d'ore de la bataille de Mossoul : libérer les habitants avant la ville. Maintenant plus que jamais, on voit que les forces irakiennes s'y sont tenues, car rien de plus facile pour elles d'en finir avec ces dernières poches sous un déluge de feu. Et de proclamer ensuite la victoire. Au lieu de cela, le Premier ministre et commandant en chef, Haider al-Abadi, venu exprès pour cette proclamation, préfère reporter celle-ci, même si la victoire est d'ores et déjà acquise. Plutôt un report sine die qu'une victoire ensanglantée.

M. H.

L'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie

«L'expérience algérienne peut aider au règlement des crises»

■ «Même si chaque crise a ses propres spécificités, l'expérience algérienne dans la lutte contre le terrorisme et la promotion de la réconciliation nationale peut aider au règlement de ces crises». Une déclaration faite hier par M^{me} Joan Polaschik, ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, en marge de l'atelier international tenu à Alger sur le «Rôle de la réconciliation nationale dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme».

Par Lynda Naili

L'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, M^{me} Joan Polaschik, en marge de l'atelier international tenu à Alger sur le «Rôle de la réconciliation nationale dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme», a réitéré hier la concordance de vision de son pays avec l'Algérie sur l'emprunt et le recours aux voies politiques et de dialogue dans le règlement des conflits. A l'occasion, la diplomate américaine a notamment salué la volonté de l'Algérie qui a vécu des moments très difficiles durant les années 1990, à partager son expérience en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ainsi que celle de la promotion de la réconciliation nationale avec les autres pays, notamment ceux en situation de crise, même si, a-t-elle souligné «chaque crise a ses propres spécificités». «L'expérience algérienne peut aider au règlement des crises dans plusieurs pays à travers le monde comme au Mali, en Libye, en Syrie et en Irak», a-t-elle affirmé.

Par ailleurs, Abdelkader

Messahel, ministre des Affaires étrangères, dans son allocution d'ouverture dudit atelier international, a relevé le rôle de la réconciliation nationale dans le rétablissement de la paix et de la sécurité et sa contribution dans la «forte relance de la dynamique de développement socio-économique en Algérie». La réconciliation nationale en Algérie, a-t-il dit, est «un choix, fait par le peuple algérien, qui a contribué de façon déterminante à l'arrêt de l'effusion du sang, à l'élimination de la menace terroriste qui pesait alors sur le pays, au rétablissement de la paix et la sécurité et à la forte relance de la dynamique de développement socio-économique». Un choix, poursuivra-t-il, qui s'est tenu dans le respect de la Constitution et des lois de la République, premier socle du processus de la réconciliation. Messahel ne manquera pas à ce sujet d'afficher sa «conviction» qu'«il n'y a pas d'alternative possible à la primauté du droit et au respect de l'ordre constitutionnel établi dans toute recherche de sortie de crise viable et durable». A ce sujet, il dira que l'esprit de la réconciliation nationale initiée par le Président Bouteflika, «s'est graduellement affirmé à travers les

politiques de Rahma et de Concorde civile (...) s'est ainsi imposé comme l'un des moyens pacifiques» devant éviter «la confrontation fratricide et l'auto-destruction» du peuple algérien. Aussi, rappellera-t-il que le Président Bouteflika, qui de tout temps a insisté sur le fait que «la réconciliation nationale ne représente ni un abandon, ni une désertion, mais un choix civilisationnel de notre peuple», avait fait de la politique de concorde civile et de réconciliation nationale «sa priorité première» et «un objectif fondamental» de son action dès son élection à la tête du pays en 1999.

Pour l'occasion, Messahel rappelant aux participants le processus et les fondements de la réconciliation nationale, après celui du «respect de l'ordre constitutionnel», plus haut cité, il évoquera ceux de «la solidarité de l'ensemble de la communauté nationale avec toutes les victimes de la tragédie nationale, sans exception et sans distinction», ainsi que celui de «la reconnaissance du rôle des institutions étatiques et des patriotes qui ont sauvé le pays du chaos». En outre, il évoquera également le fondement du repentir «à ceux dont la voie s'en est écartée»,



PHOTO: R.

donné «comme une chance de retour au sein de la communauté nationale» et ce «dans le respect de l'ordre républicain».

Cette rencontre internationale dont les travaux s'achèveront demain, est la quatrième d'un cycle initié par l'Algérie en 2015 a été placée sous le signe du par-

tage d'expériences en la matière. Aussi, durant deux jours, différentes dimensions de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme seront débattues, ce qui permettra aux participants de prendre amplement connaissance de l'expérience algérienne.

L. N.

Abderrahmane Raouya, ministre des Finances :

«La progression de la fiscalité ordinaire dépend de la lutte contre la fraude»

Les revenus de la fiscalité ordinaire devraient progresser grâce à l'accélération de la modernisation de l'administration fiscale par la généralisation de la gestion électronique de l'impôt, et à travers le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, a indiqué lundi à Alger le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya. Lors de son allocution d'ouverture d'un séminaire international sur «l'optimisation de la gestion de la trésorerie», organisé par l'Association internationale des services du Trésor (AIST), M. Raouya a rappelé que les ressources financières du pays avaient connu une baisse «considérable» à partir de 2014 dans le sillage de la diminution des recettes de la fiscalité pétrolière, ce qui a incité les pouvoirs publics, a-t-il expliqué, à adopter un nouveau modèle de croissance économique.

A ce propos, il a indiqué que ce modèle s'appuyait, d'une part, sur une approche renouvelée de la politique fiscale et budgétaire, et d'autre part, sur une perspective de diversification de l'économie. Pour le premier argentier du pays, cette nouvelle approche a alors nécessité une réforme du système fiscal en vue d'assurer une couverture progressive des dépenses de fonctionnement par les revenus de la fiscalité ordinaire, qui devront progresser grâce à l'accélération de la modernisation de l'administration fiscale par la généralisation de la gestion élec-

tronique de l'impôt, et grâce également au renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Abordant l'aspect budgétaire, M. Raouya a souligné qu'une «meilleure maîtrise» des dépenses publiques s'imposait par la mise en œuvre de réformes budgétaires et comptables, contribuant ainsi à la modernisation des finances publiques, et par l'instauration des techniques d'ingénierie financière visant à gérer la trésorerie. Selon le ministre, la gestion de la trésorerie de l'Etat nécessitait la disponibilité, en temps réel, des informations relatives aux recettes et aux dépenses dans leurs différentes étapes d'exécution pour pouvoir établir les plans budgétaires et réguler les flux de trésorerie.

Ajoutant que des efforts de modernisation doivent être consentis à l'appui d'une telle démarche, M. Raouya a précisé que les projets de Systèmes d'information du trésor et fiscal et de Systèmes intégrés de gestion budgétaire (SGIB), engagés par son ministère, «procurent d'énormes avantages à travers la mise à disposition de toutes les informations nécessaires à la gestion active de la trésorerie de l'Etat».

Par ailleurs, le ministre a affirmé que ce séminaire de deux jours permettrait essentiellement l'échange d'expériences sur l'amélioration des recouvrements et la gestion de la trésorerie, à même de contribuer à l'amélioration de la planification et de la gestion du budget de l'Etat.

Pour sa part, le directeur général de la comptabilité auprès du ministère des Finances, Mohamed Al Arbi Ghanem, a assuré que l'identification, le suivi et le contrôle des contribuables et de leurs activités constituaient un «enjeu majeur» pour l'optimisation de la recette à travers notamment la maîtrise de l'assiette fiscale, l'éradication du secteur informel, la lutte contre l'évasion fiscale, la limitation de la dépense fiscale à des créneaux porteurs et garantissant un impact appréciable sur la croissance et le développement économiques.

Le contrôle des contribuables, un des enjeux pour optimiser les recettes fiscales

Estimant que l'optimisation de la gestion de la trésorerie était un sujet de «grande importance», M. Ghanem a assuré que grâce à l'expertise des participants au séminaire et de la diversité des systèmes de gestion mis en place par leurs pays respectifs, les débats seront couronnés par des recommandations bénéfiques pour tout le monde. De son côté, le secrétaire général de l'AIST, Didier Cornillet, a indiqué que l'optimisation de la gestion de la trésorerie constituait une «réflexion importante» pour les administrations des pays participants, notamment dans un contexte marqué par un mouvement de réformes qui touche de nom-

breux pays. Précisant que la gestion de la trésorerie vise à garantir la continuité financière de l'Etat, M. Cornillet a souhaité que la réflexion menée lors de ce séminaire permettrait de mutualiser les bonnes pratiques et de dégager les pistes pour bâtir une administration financière capable de répondre efficacement aux défis auxquels elle est confrontée. Cette rencontre regroupe 49 délégués de 18 pays membres de l'AIST (Algérie, Benin, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Haïti, Hongrie, Koweït, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Togo, Ukraine et Vietnam).

Le séminaire traite l'expérience des différents pays en matière de gestion de la trésorerie, dont l'objectif est d'assurer la solvabilité de l'Etat à moindre coût.

L'AIST est une organisation non gouvernementale à but non lucratif, regroupant de hauts responsables des administrations financières de 29 pays (Afrique, Pacifique, Europe, Asie).

Créée en 2006, elle s'est fixée pour mission de promouvoir les échanges d'expériences et d'aboutir à une réflexion commune en matière de réformes financières, budgétaires et fiscales, d'adoption de normes internationales et mise en place et de modernisation des systèmes d'information comptables et budgétaires, ainsi que la rénovation des modes de contrôle de la dépense publique.

Selma/APS

Commerce

Octroi des licences d'importation de l'acier

■ Le ministre du Commerce, Ahmed Saci, a indiqué à Alger que les opérateurs bénéficiaires des licences d'importation de l'acier seront connus avant lundi.

Par Safia T.

« **L'** octroi des licences d'importation de l'acier se fera avant lundi », a précisé M. Saci lors d'une cérémonie de sortie de promotion d'étudiants de l'École supérieure des Affaires d'Alger, soulignant que « ces licences seront destinées particulièrement aux distributeurs de cette matière à travers tout le territoire national ». Le ministère du commerce avait octroyé des licences d'importation de l'acier au profit des entreprises publiques spécialisées dans la distribution de cette matière utilisée dans le bâtiment et les travaux publics, ainsi que les entreprises publiques de réalisation chargées des grands projets nationaux à l'instar de « Cosider » et « Sapt », a ajouté le ministre. Pour rappel, le ministère du commerce avait annoncé, début avril dernier, l'ouverture des contingents quantitatifs de 21 produits dont l'acier au titre des licences d'importation pour l'année 2017. Concernant la dernière décision relative aux licences d'importation de certains produits accessoires, M. Saci a mis en avant la possibilité d'élargir la liste des produits en question « mais sans manquement aux engagements de l'Algérie envers les pays avec lesquels elle est

liée par des accords ». Il s'agit de produits accessoires, au regard des besoins essentiels du citoyen et dont « l'importation a dépassé les limites autorisées » comme les fruits secs avec un montant global d'importation qui a atteint 157 millions de dollars. « Nous avons à maintes reprises indiqué que le recours aux licences d'importation pourrait être élargi, et c'est ce qui s'est passé avec certains produits accessoires », a souligné le ministre, ajoutant qu'« il a été décidé d'arrêter l'importation de ces produits et les soumettre au système de licences, conformément à la demande exprimée dans le marché national et les capacités financières du pays et ceci peut être élargi à d'autres produits ». Il est à rappeler que les banques activant en Algérie ont reçu, début juillet, une instruction portant suspension des opérations d'importation de préparations alimentaires (sauces, mayonnaise etc.), de produits alimentaires (biscuits, confiseries, chocolat...etc.) et d'équipements industriels, tels les transformateurs électriques, le marbre, le granit, les produits fabriqués en plastique et les tapis. Cette décision vise, selon le ministre, à réguler le commerce extérieur et protéger la production locale (disponible sur le marché avec la quantité et la qualité requises). Les produits

Ahmed Saci,
ministre du Commerce



liés aux activités productives seront exclus du système de licences, a précisé M. Saci, ajoutant que l'ouverture des contingents quantitatifs relatifs aux produits électroniques et électromagnétiques, annoncée à la fin mai, exclut les appareils utilisés dans les industries de montage. A une question sur l'octroi de licences d'importation de véhicules, le ministre a affirmé que le dossier était en cours de d'examen par une commission ad hoc, indiquant qu'aucune licence n'avait été octroyée en 2017. La hausse des prix du ciment est due à la spéculation qui coïncide avec une baisse conjoncturelle de

l'offre, du fait des travaux de maintenance au niveau de certaines unités de production. Il a ajouté que ce recul dans la production n'aura aucun effet sur les projets nationaux, notamment dans le secteur de l'habitat, affirmant que la mise en service de nouvelles unités productives à l'instar des deux usines de Biskra et d'Adrar, outre l'usine de Ain K'bira, permettrait d'atteindre l'autosuffisance en matière de ciment avant la fin de l'année. S'agissant de l'orge et du maïs, le ministre a affirmé qu'aucune perturbation n'avait été enregistrée dans la production animale

après avoir annoncé l'octroi de 167 licences d'importation. Le marché de la production animale et de volaille jouit actuellement d'une « stabilité » grâce à l'Office national professionnel des Céréales et à l'Office national de production animale qui ont assuré la disponibilité en quantités nécessaires de l'orge et du maïs, mais aussi aux opérations de lutte contre la distribution illégale (sans facturation et sans recourir aux canaux bancaires), ajoute le ministre. **S. T.**

Prix Le pétrole rebondit en Asie

LES COURS du pétrole ont rebondi hier en Asie, à la faveur de l'annonce de créations d'emplois meilleures que prévu aux Etats-Unis. Vers 05h00 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en août, progressait de 37 cents à 44,60 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en septembre, gagnait 38 cents à 47,09 dollars. Les cours avaient terminé en forte baisse vendredi, les signes de résistance de la production américaine aux faibles prix faisant craindre que l'excès d'offre ne se prolonge. Le WTI avait reculé de 1,29 dollar sur le contrat pour livraison en août sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). Faute d'initiatives attendues à court terme de la part de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), la situation de surabondance de l'offre devrait continuer à mettre la pression sur les prix. « Les prix risquent de continuer à baisser », a estimé Milan Cukovic, analyste chez AxiTrade, qui avance la possibilité d'un recul du WTI sous les 40 dollars. **R. E.**

Conseil mondial de la coopération douanière

Plusieurs questions à l'ordre du jour

Le directeur général des Douanes, Kaddour Bentahar, a pris part à Bruxelles aux travaux des 129^e et 130^e sessions du Conseil de coopération douanière de l'Organisation Mondiale de Douanes (OMD) sous la présidence de la Russie, a indiqué la Direction générale des douanes (DGD) dans un communiqué. Plusieurs questions-clés figuraient à l'ordre du jour de cette réunion tenue du 6 au 8 juillet dans la capitale belge. Il s'agit de la facilitation des échanges et le Programme Mercator de l'OMD qui vise à aider les pays membres à appliquer les dispositions de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) qui concernent la

douane, les initiatives en faveur de la sécurité, la lutte contre les flux financiers illicites, la coopération entre administrations douanière et fiscale et, surtout, les enjeux et les opportunités envisagés sous l'angle de la douane. Les membres du Conseil ont confirmé l'importance primordiale du renforcement des capacités, de la recherche et de l'échange de renseignements et d'informations, de la collaboration entre le secteur privé et toutes les agences concernées, de l'analyse des données et de l'utilisation d'autres outils technologiques de gestion du commerce pour en arriver à une gestion plus coordonnée des frontières. Les directeurs généraux

des services douaniers se sont accordés sur la voie à suivre, selon le secrétaire général de l'OMD. Ainsi, les décisions « claires et pertinentes » qu'ils ont prises serviront de « fil conducteur aux programmes de travail et aux initiatives du Secrétariat et en garantiront le succès, tout en répondant aux attentes de tous les membres de l'OMD et à celles de ses partenaires mondiaux ». Ces sessions ont été précédées par la réunion de coordination des directeurs généraux des douanes de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord de l'OMD (MENA-OMD) pour examiner les points inscrits à l'ordre du jour.

Salem K./APS

Finances

La SAA augmente son capital à 30 milliards de DA

Le capital social de la société nationale d'assurance (SAA) a été augmenté récemment à trente milliards de DA contre vingt (20) milliards de DA auparavant, apprend-on auprès de cette société d'assurance publique. L'assemblée générale de la SAA, réunie récemment en session extraordinaire, a ainsi décidé de procéder à l'augmen-

tation du capital social de la société par incorporation de réserves facultatives pour un montant de dix milliards de DA, fait savoir la même source. Par cette décision, le capital social de la SAA passe de vingt milliards de DA à trente milliards de DA, « ce qui lui permettra, en tant que doyenne des sociétés d'assurances nationales, de confor-

ter sa position de leader sur le marché et de renforcer sa solvabilité et sa capacité à développer davantage son portefeuille d'affaires », souligne-t-elle. Outre le gage de solidarité financière qu'il constitue, ce relèvement du niveau de capitalisation « assure la pérennité des activités de la SAA et renforce fortement sur sa capacité, en tant qu'assureur,

à faire face à ses engagements vis-à-vis de sa nombreuse clientèle », poursuit la SAA. Concernant ses fonds propres, ils passeront à 34 milliards de DA, note cette compagnie d'assurance qui précise que son réseau de distribution est constitué de 550 points de vente couvrant l'ensemble du territoire national. **F. H.**

Khenchela

Le général major Hamel inaugure plusieurs structures de la Sûreté nationale

■ Le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le général major Abdelghani Hamel, a inauguré à Khenchela plusieurs structures relevant de son secteur.

Par Lydia O.

Le général major Hamel a entamé sa visite de travail et d'inspection dans cette wilaya par l'inauguration officielle du nouveau siège de la sûreté de wilaya, implanté dans la ville de Khenchela et dont les travaux ont été achevés fin 2016 et mis en service au début de l'année 2017 pour un investissement de 194 millions de dinars, selon les explications fournies sur place. Le DGSN qui a pris connaissance, au cours de la cérémonie d'inauguration de cette nouvelle structure, des résultats réalisés durant les dernières années dans le domaine de la lutte contre la criminalité et la sécurisation des citoyens et des biens, a donné des instructions à l'effet de se concentrer davantage sur la sécurité de proximité. Le général major Hamel qui s'est dirigé par la suite vers le centre de formation et de préparation, situé à proximité immédiate du nouveau siège de la sûreté de wilaya, a insisté sur l'urgence d'être au diapason des nouvelles technologies que les employés de police doivent utiliser dans l'exécution de leurs missions, notamment en ce qui concerne la classification des données et des archives. Le DGSN a également inauguré le



nouveau siège du centre médico-social de la Sûreté nationale, situé au centre-ville de Khenchela, et baptisé au nom du chahid du devoir le commissaire de police Khedari Azouz, assassiné par les terroristes en 1994, insistant sur l'amélioration des services médi-

co-sociaux proposés aux employés de la Sûreté nationale. Le DGSN a clôturé sa visite dans la wilaya de Khenchela par l'inauguration du siège de sûreté de daïra d'El Hamma, à 7 km à l'ouest de Khenchela, et un cêlibatorium situé à proximité de ce siège.

Dans une déclaration à la presse, le général major Hamel a indiqué que la wilaya était «sécurisée avec un taux de couverture sécuritaire estimé actuellement à 87,50%», soit une moyenne d'un policier pour 194 âmes.

L. O./APS

SDE de Constantine

Plus d'un milliard de dinars de créances à recouvrer

La valeur globale des créances détenues par la Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Est (SDE) de Constantine sur ses clients récalcitrants a été estimée à 1 milliard et 50 millions de dinars, a-t-on appris dimanche de la responsable de la communication de cette direction, M^{me} Ouahiba Takhrist. «Ces dettes représentent 530 millions de dinars de consommation des Assemblées populaires communales (APC) ainsi que celles des administrations», a détaillé M^{me} Takhrist, ajoutant que «le montant des dettes des particuliers est de 390 millions de dinars, alors que celui des travaux de raccordements en électricité et en gaz au profit de différents organismes s'élève

à 130 millions de dinars». «La direction de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine a mobilisé les moyens humains et matériels nécessaires pour mener à bien la campagne de recouvrement des dettes, qui sera ponctuée par des coupures d'électricité si nécessaire, jusqu'à la récupération totale des créances», a assuré la responsable, soulignant «la possibilité de rééchelonner ces arriérés de paiement». Un accord a été signé entre les Assemblées populaires communales (APC) et la SDE, portant prolongation du délai de paiement de la facture de consommation sans recourir à l'interruption de l'alimentation en électricité de ces communes en vue d'éviter d'occasionner

des désagréments aux citoyens. En plus des bureaux d'orientation et de conseil ouverts dans les sept agences commerciales de la SDE, plusieurs campagnes de sensibilisation ont été organisées par la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine, ciblant environ 7 000 abonnés dans le but d'aviser les récalcitrants. M^{me} Ouahiba Takhrist, qui a mis en exergue l'intention de la SDE d'améliorer ses relations avec ses clients, a indiqué que l'entreprise se voyait obligée d'interrompre l'approvisionnement en électricité et en gaz, comme ultime solution pour recouvrer ses créances.

Hatem D./Agences

Ouargla

Réalisation d'une moisson de plus de 68 600 quintaux de céréales

Une moisson de 68 906 quintaux de céréales a été réalisée au terme de la campagne moissons-battages de la saison agricole 2016-2017 dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). Cette campagne a donné lieu à une moisson de 64 948 QX de blé dur, 3 748 QX d'orge

et 375 QX de blé tendre, sur une superficie globale de 4 000 hectares, dont 2 516 ha ensemencés en blé dur et 1 484 ha en orge, en hausse sensible par rapport à l'année dernière qui avait enregistré une récolte de 28 443 QX de céréales, a-t-on précisé. Cette hausse de la production est expliquée par l'extension des superficies

emblavées qui sont passées de 926 ha la saison écoulée à 1 894 ha cette année, dont une superficie de 1 754,5 ha dédiée au blé dur, 15 ha au blé tendre, 109,15 ha à l'orge, en plus de 15 ha dédiés à la production fourragère destinée à l'aliment de bétail. La céréaliculture est concentrée notamment au niveau des zones de Sidi-Khouiled (856

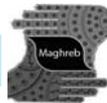
ha), Ouargla (plus de 395 ha), Hassi Messaoud (350 ha) et le reste à travers la daïra de Ngoussa. Occupant quelques 47 opérateurs agricoles, dont 24 dans la daïra de Sidi-Khouiled, la céréaliculture a vu la mobilisation, cette saison, de 85 pivots, contre 47 la saison dernière, selon la même source.

APS

Aïn Defla Lancement prochain d'une opération de réhabilitation de 12 piscines

UNE OPÉRATION de réhabilitation de 12 piscines sera lancée prochainement à travers la wilaya de Aïn Defla, a annoncé le wali, Benyoucef Azziz. Cette opération pour laquelle une enveloppe financière de 50 millions DA a été consacrée, épargnera aux enfants les dangers de la nage dans les barrages, leur permettant de se baigner dans des conditions de sécurité optimales, a indiqué le wali qui mettrait en service la piscine de Rouina. La multiplication du nombre de piscines fera que les jeunes ne songeront plus à se rendre vers les barrages et retenues collinaires en vue de s'y baigner, souvent au péril de leur vie, a observé le wali, invitant les responsables du secteur à entamer les travaux en question dans les plus brefs délais. Une fois réhabilitées et mises en service, ces piscines, implantées pour la plupart dans des centres sportifs de proximité (CSP), viendront s'ajouter à celles déjà opérationnelles dans les communes de Miliana, Aïn Defla, Khémis Miliana, El Amra et Rouina, a pour sa part précisé le directeur de wilaya de la jeunesse et des sports (DJS), Mohamed Lamine Bakhti.

R. R.



Tunisie / Pour protéger les sites de production

L'Armée autorisée à utiliser tous les moyens de force

■ Le décret présidentiel n°90 de l'année 2017 portant proclamation des sites de production et des installations sensibles et vitales, zones militaires interdites, est paru dans le dernier numéro du «Journal officiel» de la République tunisienne.

Par Amel D.

Cette décision avait été prise à la suite de la réunion du Conseil national de sécurité de fin juin dernier. Selon les dispositions de l'article premier du décret, les sites de production et les installations sensibles et vitales, ainsi que les régions avoisinantes, sont déclarées des zones militaires interdites, tout au long de l'installation des unités militaires en vue de les sécuriser, à compter de la promulgation du présent décret présidentiel et jusqu'à la fin des causes qui les justifient, rapporte l'agence TAP. Les sites de production et les installations sensibles et vitales déclarées des zones militaires interdites, ainsi que ses coordonnées, sont fixés par arrêté du ministre de la Défense nationale et du ministre concerné, après avis du Conseil national de sécurité. La liste des zones militaires interdites est mise à jour, chaque fois que de besoin, selon la même procédure de déclaration, lit-on dans le

texte du décret. Il énonce que l'accès aux sites de production et aux installations sensibles et vitales déclarées des zones militaires interdites est interdit, sauf aux cadres, agents et aux usagers. En vertu de ce décret présidentiel, d'une dizaine d'articles, les unités militaires chargées de la protection et la sécurisation des zones militaires interdites sont habilitées à utiliser tous les moyens de force en possession, pour faire face à toute agression ou attaque ciblant les personnes ou les installations, y compris les actes de sabotage et tentatives d'entrée en force. «Toute personne se trouvant au voisinage des zones militaires interdites doit se conformer aux ordres qui lui sont intimés afin de s'arrêter ou de se soumettre à la fouille chaque fois qu'ils lui sont adressés par les membres des unités militaires tenues d'assurer lesdites zones et qui sont habilités à obliger la personne à s'arrêter ou à se soumettre à la fouille en cas de désobéissance», stipule le décret.

Le Chef du gouvernement,

Youssef Chahed, effectue une visite officielle de plusieurs jours, à Washington, à l'invitation de l'administration de Donald Trump, une opportunité pour la Tunisie de plaider sa cause auprès de Washington.

Youssef Chahed à Washington

Une série de rencontres et d'entretiens de haut niveau figurent au programme de cette visite qui revêt un caractère politique, mais également économique et sécuritaire, a rapporté l'agence TAP. Outre les rencontres avec des officiels de l'administration Donald Trump, Youssef Chahed aura des entretiens avec les dirigeants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), notamment, le directeur général adjoint du FMI, David Lipton. Ce déplacement, le premier de Youssef Chahed aux États-Unis d'Amérique en tant que Chef du gouvernement, intervient au moment où le nouveau budget de l'administration Trump pour



Ph. : OF

l'exercice 2018 prévoit une baisse importante de l'aide militaire et économique à la Tunisie.

Pour plaider la cause du processus démocratique engagé et convaincre de la nette amélioration enregistrée sur le plan de la relance économique, le Chef du

gouvernement aura des entretiens avec, entre autres, le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, le secrétaire d'Etat à la Défense, James Mattis, et le secrétaire d'Etat au Trésor, Steven Mnuchin.

A. D./Agences

Libye

De violents combats éclatent dans le nord

De violents affrontements ont éclaté dimanche entre des forces loyales au Gouvernement d'union nationale (GNA) et des groupes rivaux dans la région de Garabulli, à l'est de Tripoli. Des milices fidèles à l'ancien chef d'un gouvernement non reconnu, Khalifa Ghweil, écarté du pouvoir après la formation du GNA, venues notamment de la ville de Misrata, se sont regroupées ces derniers jours près de Garabulli. Les milices qui soutenaient le «gouvernement de salut national» formé par des mouvements islamistes ont été chassées de Tripoli fin mai, mais tentent depuis de se réorganiser. Le gouvernement d'union reconnu par la commu-

nauté internationale a fait récemment état de ses craintes d'une contre-offensive. Le GNA avait mis en garde vendredi des groupes qu'il a qualifiés de «hors-la-loi», contre toute avancée vers la capitale, ajoutant avoir donné des ordres pour repousser toute attaque sur Tripoli. Selon des témoins, les forces loyales au GNA se sont regroupées à leur tour à l'est de la capitale pour repousser l'offensive de leurs rivaux. Des convois de dizaines de chars et de camionnettes armées de canons antiaériens sont partis de Tripoli samedi et dimanche vers Garabulli, selon les mêmes sources. La mission de l'ONU en Libye a exprimé sa

«préoccupation». «Menacer la sécurité de la capitale est inacceptable. (La mission de l'ONU) exhorte les parties à s'abstenir d'une nouvelle escalade», a écrit la mission sur son compte Twitter. Les forces loyales au GNA ont gagné en influence fin mai à Tripoli après avoir chassé leurs rivaux des positions qu'ils occupaient notamment dans le sud de la capitale.

Par ailleurs, l'Armée nationale libyenne (ANL), auto-proclamée par l'homme fort de l'est libyen Khalifa Haftar, a indiqué dimanche avoir perdu au moins 23 soldats dans des opérations de «ratissement» des dernières poches djihadistes à Benghazi,

depuis l'annonce mercredi de la victoire contre les «terroristes».

Les combats continuent à Benghazi malgré l'annonce de la victoire sur les djihadistes

Selon le porte-parole des forces spéciales de l'ANL, le colonel Miloud Al-Zwei, trois soldats ont été tués dimanche par des mines, dans des opérations de ratissement des quartiers de Soug Al-Hout et Al-Sabri, où sont retranchés les derniers djihadistes, indique l'AFP. Selon lui, vingt autres soldats ont été tués depuis mercredi «par des terroristes qui étaient cachés dans des

maisons». Le colonel Al-Zwei a annoncé également la mort de plusieurs djihadistes, sans en préciser le nombre. Dix-sept autres ont été arrêtés par l'ANL, a-t-il dit. Le maréchal Haftar conteste la légitimité du gouvernement d'entente nationale (GNA) de Fayez Al-Sarraj, reconnu par la communauté internationale et installé à Tripoli.

Convois de chars

Des convois de dizaines de chars et de pick-up armés de canons anti-aériens sont partis de Tripoli samedi et dimanche vers Garabulli, selon les mêmes sources.

Des sources médicales et des services de sécurité n'étaient pas en mesure d'indiquer dans l'imédiat s'il y a eu d'éventuelles victimes dimanche. Les forces loyales au GNA ont gagné en influence fin mai à Tripoli après avoir chassé leurs rivaux des positions qu'ils occupaient notamment dans le sud de la capitale. Six ans après la révolte ayant mis fin à la dictature de Mouammar Kadhafi, la Libye reste engluée dans une interminable crise de transition, victime d'une insécurité persistante, d'une économie en lambeaux et de rivalités politiques incessantes.

Halim O./AFP

Maroc

Début du procès du leader de la contestation dans le Rif

Le procès de Nasser Zefzafi, leader de la contestation populaire dans le nord du Maroc, débute hier à Casablanca alors que les manifestations ont quasiment cessé mais que les militants restent mobilisés pour «la libération des prisonniers». Le chef du «Hirak» (la mouvance, nom donné localement à la contestation), aux harangues enflammées dénonçant «l'Etat corrompu», fait face à de lourdes charges, notamment «atteinte à la sécurité intérieure». Depuis la mort atroce d'un vendeur de poisson broyé accidentellement dans une benne à ordures fin octobre, ce chômeur de 39 ans menait la fronde contre le «makhzen»

(pouvoir), au nom de sa région natale du Rif. Pendant près de huit mois, la petite ville d'Al-Hoceima et la localité voisine d'Imzouren ont vibré au rythme de manifestations pacifiques, rassemblant parfois des milliers de personnes, pour le développement d'une région historiquement frondeuse, qu'elles jugent marginalisée et négligée. La relance par l'Etat d'un vaste plan d'investissements et de chantiers d'infrastructures – avec des visites répétées de cohortes de ministres – n'a toutefois pas suffi à désamorcer la colère. Le mois de mai a été marqué par un net durcissement des autorités dans la gestion

des manifestations, de plus en plus réprimées par des forces de l'ordre désormais omniprésentes dans la province. Dans la foulée de l'arrestation de Zefzafi, la totalité des leaders et figures connues du «Hirak» ont été interpellés. Les heurts se sont également multipliés, les policiers tentant tous les soirs d'empêcher ou de disperser les rassemblements de soutien aux prisonniers du «Hirak». Selon un dernier bilan officiel, 176 personnes ont été placées en détention préventive. Cent-vingt sont en cours de jugement, passibles de sévères condamnations allant jusqu'à 20 mois de prison.

AFP



Turquie

Rassemblement géant à l'arrivée de la «marche pour la justice»

■ Le chef de l'opposition turque a bouclé dimanche par un rassemblement de plusieurs centaines de milliers de personnes à Istanbul sa «marche pour la justice», partie d'Ankara le 15 juin afin de protester contre l'incarcération d'un élu de sa formation.

Par Rosa F.

«**N**ous briserons les murs de la peur», a déclaré à la foule Kemal Kılıçdaroglu, le chef du Parti républicain du peuple (CHP), au terme de 25 jours de marche. «Le dernier jour de notre marche est un nouveau départ». La foule s'étalait sur une grande esplanade en bord de mer, près de la prison de Maltepe, un quartier d'Istanbul, où est incarcéré Enis Berberoglu, un député CHP condamné à 25 ans de prison pour avoir fourni au journal d'opposition Cumhuriyet des informations confidentielles. Kemal Kılıçdaroglu, qui a parcouru près de 450 km sans insigne partisan et avec «Justice» comme seul mot d'ordre, a rallié une foule croissante tout au long de sa marche, attirant des milliers d'opposants au président Recep Tayyip Erdogan. Cette initiative, sans précédent en Turquie, est la plus grande manifestation de l'opposition depuis le mouvement contestataire de 2013. Selon le CHP, plus de deux millions de personnes étaient

réunies dimanche soir, mais ces chiffres ne pouvaient être vérifiés dans l'immédiat. D'habitude, seul le président Erdogan parvient à rallier de telles foules à ses meetings. «Nous avons marché pour la justice, nous avons marché pour le droit des opprimés, nous avons marché pour les députés emprisonnés, nous avons marché pour les journalistes incarcérés, nous avons marché pour les universitaires limogés», a déclaré M. Kılıçdaroglu, régulièrement interrompu par les «Droits, loi, justice !» criés par la foule. L'opposition en Turquie dénonce une dérive autoritaire du chef de l'État, notamment depuis le feu vert donné par référendum en avril à un renforcement de ses pouvoirs et depuis les purges effectuées après la tentative de putsch il y a un an : environ 50 000 personnes ont été arrêtées et plus de 100 000 limogées ou suspendues de leurs fonctions. La police turque a encore arrêté mercredi dernier huit militants des droits de l'homme, dont la directrice d'Amnesty International Turquie. Condamnant vigoureusement la tentative de putsch faite le 15



PH. > D. R.

juillet dernier par des militaires factieux, M. Kılıçdaroglu a tout autant critiqué les purges opérées dans le cadre de l'état d'urgence instauré dans la foulée, qu'il qualifie de «coup d'État civil». «Nous avons marché parce que nous nous opposons au régime d'un seul homme», a-t-il dit dimanche. «Nous avons marché parce que le pouvoir judiciaire est sous le monopole de l'exécutif». Ce responsable politique de 68 ans avait demandé à ce que ne soient brandis au cours de ce rassemblement que «des drapeaux (turcs), des bannières réclamant la justice et des portraits d'Atatürk», le père fondateur

de la République turque moderne et laïque. Le gouvernement a considéré cette marche avec mépris. Le Premier ministre, Binali Yıldırım, a même estimé vendredi qu'elle commençait à «devenir ennuyeuse». «Cela doit prendre fin après le rassemblement», a-t-il dit. Le président Erdogan, quant à lui, qui s'est entretenu dimanche avec le secrétaire d'État américain Rex Tillerson à Istanbul, a accusé M. Kılıçdaroglu de se ranger du côté des «terroristes» et l'a même mis en garde contre une possible convocation judiciaire. Les autorités n'ont pas empêché la marche et ont déployé chaque

jour les forces de l'ordre nécessaires à sa sécurité. Dimanche, quelque 15 000 policiers ont été mobilisés pour encadrer le rassemblement de Maltepe. Tout au long de son périple, le chef de l'opposition se reposait le soir dans une caravane, après des journées pendant lesquelles il avançait d'un bon pas, selon des témoins. Les soutiens de M. Kılıçdaroglu ont comparé cette initiative à la célèbre «marche du sel» de Gandhi en 1930 contre le pouvoir britannique en Inde. «Nous avons écrit une légende», a répété à plusieurs reprises M. Kılıçdaroglu. «Vous avez écrit l'histoire». R. C.



Points chauds

Direction

Par Fouzia Mahmoudi

Les opposants de François Fillon au sein de son parti, au lendemain des révélations concernant ses détournements d'argent public supposés, accusaient ce dernier, qui s'acharnait à maintenir sa candidature à la présidentielle, de détruire leur famille politique et leur crédibilité aux yeux des Français. Or, au vu des déchéirements qu'a connus le principal mouvement de droite Les Républicains ces derniers mois, l'on peut dire qu'ils étaient dans le vrai, tant le grand parti de droite ressemble aujourd'hui à un champ de ruine. Néanmoins, les cadres qui n'ont pas décidé de rejoindre les rangs d'Emmanuel Macron, ou du moins d'affirmer le soutien, sont bien décidés à reconstruire Les Républicains, et pour se faire élire un nouveau président qui sera chargé de leur redonner de la crédibilité et du poids dans le paysage politique bouleversé par le transpartisme du nouveau président français. Or, la campagne de la présidence du parti Les Républicains (LR) n'a pas commencé mais il y a déjà beaucoup d'abandons. Deux semaines après Xavier Bertrand, Valérie Pécresse a laissé entendre cette semaine qu'elle ne serait pas candidate. «Je ne participerai pas à une guerre des chefs à l'autonne, parce qu'elle serait stérile tant que la question de la ligne n'est pas tranchée», explique la présidente de la région Ile-de-France. Avec cette phrase, Pécresse ne ferme pas totalement la porte à une candidature si le congrès envisagé début décembre est reporté. Mais personne dans son entourage n'y croit. «Cette élection ne fait pas partie de son agenda», confie l'un de ses proches. «Ce serait en effet logique qu'on se mette d'accord sur une ligne qui nous unit avant de choisir un leader. Mais je ne me fais pas d'illusions», poursuit Pécresse. Depuis plusieurs semaines, beaucoup d'élus espéraient que la présidente de la région Ile-de-France soit candidate pour porter une ligne plus europhile et humaniste que celle de Laurent Wauquiez. Tout en renonçant à être lui-même candidat, Xavier Bertrand l'avait poussée à se présenter. «Je suis prêt à lui apporter mon soutien», déclarait le dimanche 25 juin le président de la région Hauts-de-France. Histoire de continuer à peser dans les débats, M^{me} Pécresse veut lancer un mouvement au sein de LR et critique implicitement Wauquiez dont la ligne «résume la question sociale à l'unique question identitaire» et incarnerait la «tentation d'un rapprochement avec l'extrême». Toutefois, cette stratégie pourrait bien être la bonne avec la crise que traverse le Front National en ce moment. Tous ses nouveaux sympathisants, repoussés par les batailles internes des frontistes, pourraient ainsi bien retourner à leur parti d'origine, qui épouserait enfin leurs idées les plus droitières. F. M.

Irak

Mossoul, la victoire par procuration des militaires américains

Batre son ennemi par troupes amies interposées : la conquête de Mossoul par les troupes irakiennes est une victoire par procuration pour les États-Unis, qu'ils espèrent parvenir à dupliquer ailleurs, notamment en Afghanistan. Lorsque le président Barack Obama décide mi-2014 de combattre militairement le groupe État islamique en Irak, il impose au Pentagone un principe simple : l'armée américaine ne doit pas être impliquée dans les combats terrestres («no boots on the ground»). L'aviation américaine apporte un soutien aux forces irakiennes, et des formateurs et conseillers militaires viennent les équiper et les aider au sol. Mais il revient aux forces irakiennes, et seulement à celles-ci, de reconquérir le terrain perdu sur les jihadistes. Près de trois ans après, la chute de la deuxième ville d'Irak démontre la validité de la stratégie. Les protégés de l'armée américaine ont réussi à conquérir une grande ville de deux millions d'habitants, après des combats urbains complexes et meurtriers. Et si leurs pertes sont très importantes, celles de l'armée américaine sont minimes : 11 tués en action depuis 2014 en Irak, bien loin des

pertes subies dans ce même pays lors de la décennie précédente, soit plus de 3 500 morts. «Mossoul, c'est l'achèvement ultime dans le processus consistant à construire une armée, une police, et une force anti-terroriste capable de se battre, que vous ne renforcez qu'avec quelques centaines de conseillers militaires et un appui aérien», indique le major John Spencer, professeur à l'académie militaire de West Point. «Nous verrons beaucoup ce modèle de guerre par procuration dans le futur», prédit-il. Pour arriver à ce résultat, les États-Unis et leurs alliés ont entrepris un colossal effort de formation des forces irakiennes – armée, police, forces kurdes, forces tribales –, entraînant plus de 100 000 hommes en trois ans. Mais ils ont aussi été obligés de s'impliquer plus que prévu dans les combats, écartant le principe du «pas de soldats sur le terrain». Les conseillers militaires qui, au début, restaient dans les états-majors, accompagnent désormais les Irakiens à proximité des combats, prenant davantage de risques. L'artillerie des Marines est venue en renfort à partir de mars 2016. Des hélicoptères d'attaque Apache interviennent aussi

ponctuellement en soutien aux troupes irakiennes. Des forces spéciales américaines mènent parfois des raids terrestres contre des dirigeants de l'EI. Au total, plus de 5 000 militaires américains se trouvent aujourd'hui déployés en Irak. Ce modèle de guerre par procuration est aussi celui que les Américains et l'Otan essaient d'appliquer en Afghanistan depuis la fin de leur mission de combat dans le pays en décembre 2014. Les forces de l'Otan – 13.300 soldats, dont la moitié américains – forment et conseillent l'armée afghane face aux talibans, sans participer directement aux combats. Mais comme en Irak, les Américains et leurs alliés sont en train de réaliser qu'il va falloir qu'ils augmentent leur aide pour éviter à leurs poulaillers de perdre du terrain. Ils préparent donc un renforcement de leurs effectifs et de leurs moyens, qui devrait être annoncé dans le courant de l'été. En Irak, le pari de reconstruire une armée nationale crédible, capable de défendre le pays par elle-même, est en tout cas en bonne voie. «Je pense que les forces irakiennes sont pleinement capables de défendre Mossoul et l'Irak», relève M. Spencer.



Soirées musicales «Sayf Al Djazair»

Une pléiade d'artistes à l'affiche

■ La manifestation artistique «Sayf Al Djazair» s'est ouverte dans trois villes du pays offrant au public des moments de détente après les longues journées de chaleur. Cette année ce sont Alger, Oran et Constantine qui sont concernées par cet événement musical. Une pléiade d'artistes algériens et étrangers sont à l'affiche à l'image de cheb Khaled, cheb Mami, Assi El Hilani et autres.

Par Abla Selles

Le public d'Alger, Oran et Constantine a rendez-vous avec une pléiade d'artistes algériens et étrangers. C'est dans le cadre de la manifestation Sayf Al Djazair que des artistes de renom organisent des soirées musicales dans ces trois villes. Huit soirées sont prévues lors de cet événement qui a déjà débuté samedi à Constantine et dimanche à Alger et Oran. Organisé par l'Office national de la culture et l'informa-

tion (ONCI) en collaboration avec l'établissement Arts et Culture, ces soirées baptisées «Sayf Al Djazair» étaient ouvertes à Constantine avec un spectacle plein de mélodie et émotion avec Rhoff et Nej'. Le public qui était nombreux à la salle Ahmed-Bey a chanté et dansé avec les artistes jusqu'à une heure tardive de la soirée. Toutes les tranches d'âge étaient bien avant le début de la soirée dans la salle afin d'assurer des places devant.

Quant à la deuxième soirée, elle était animée par les artistes



Humam Ibrahim et Hossam Jneid qui ont fait vibrer la salle sous des rythmes variés tout en chantant les meilleures chansons de leurs répertoires musicaux. A Alger, c'est Rhoff et Nej' qui ont ouvert les soirées s'inscrivant dans le cadre de ce pro-

gramme musical. Assi El Helani, Nassi et Willy William, Dalal Abu Amneh, Houria Aichi, l'Algérien et cheb Mami sont les artistes qui se succéderont sur la scène du théâtre de Verdure Laacidi-Flici. Les mêmes artistes sont au programme de Sayf Al Djazair du

neuf au dix-sept au théâtre de Verdure d'Oran où les soirées musicales ont été ouvertes avec un spectacle animé par cheb Khaled. Cette soirée d'ouverture a drainé un public nombreux venu d'Oran et des villes voisines. D'ailleurs, même cheb Khaled était content de revoir le public de sa ville natale après plusieurs années d'absence. «*twahechtkom bezaaaa!*» a sifflé cheb Khaled avant d'entamer le programme de la soirée qui variait entre des chansons nouvelles et autres succès de son répertoire artistique.

Il est à noter que les artistes participants dans le cadre du programme musical «Sayf Al Djazair» sont à l'affiche de la 39e édition du festival international de Timgad qui se poursuit au théâtre de plein air de l'antique Thamugadi jusqu'au treize juillet. A.S.

Malgré les difficultés financières

La date du Festival du théâtre amateur de Mostaganem maintenue

Le commissaire du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem, Nouari Mohamed, a assuré dimanche que la 50^e édition du FNTA aura lieu à la date prévue du 13 au 19 juillet en cours en dépit des difficultés financières rencontrées.

Lors d'une conférence de presse, tenue à la maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki, le Commissaire du festival a indiqué que cette 50^e édition se déroulera à la date prévue, même en cas de non réception des subventions financières, assurant que les autorités locales et le ministère de la Culture se sont engagés à apporter leur soutien au plus ancien festival culturel arabe et africain. Dans ce cadre, il a souligné que l'APC de Mostaganem s'est engagée à verser une subvention de 5 millions DA tout comme la wilaya qui s'est proposée d'apporter un soutien finan-

cier de 5 millions de DA. A ces sommes s'ajouteront les subventions du ministère de la Culture. «*Si nous avions les moyens financiers nécessaires, nous aurions pu inviter les 80 troupes du théâtre amateur activant à l'échelle nationale pour faire de cette 50^e édition une véritable fête du 4^e art*», a-t-il souligné, rappelant que le FNTA traîne depuis la 48^e édition, une dette de 9 millions DA. Pour cette cuvée 2017, 10 troupes seront en compétition et représenteront diverses wilayas du pays. Elles ont été sélectionnées par un jury présidé par le metteur en scène et comédien Mohamed Adar, à la suite de quatre phases qualificatives régionales, tenues à Boumerdes, Mila, Laghouat et Mascara. En outre, cette manifestation, placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et du ministère de la

Culture, verra la participation en off de 10 troupes amatrices et trois troupes étrangères, invitées d'honneur de cette édition, venues de France, de Tunisie et d'Espagne.

La compétition officielle se déroulera à la salle bleue de la maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki, alors que les représentations théâtrales hors compétition auront lieu sur la scène du théâtre régional Si Djillali-Benabdelhalim et au niveau des communes de Stidia, Ain Tedèles, du théâtre de l'association El Moudja, ainsi qu'aux théâtres d'Oran et Mascara ainsi qu'à la maison de la culture de Relizane.

Par ailleurs, il est prévu une série de conférences sur le parcours du festival du théâtre amateur, l'expérience du théâtre amateur en Europe, le théâtre amateur palestinien. Dans ce cadre, une convention de parte-

nariat et d'échanges sera signée entre le Commissariat du FNTA et la ligue palestinienne des arts et du théâtre.

Pour ce qui est du volet de la formation, plus de 70 stagiaires de différentes troupes amatrices de plusieurs wilayas du pays prendront part à quatre ateliers dédiés à l'interprétation, l'expression corporelle, la chorégraphie et la scénographie.

S'agissant du programme de la cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle, prévue jeudi prochain, Mohamed Nouari indiqué qu'il est prévu un carnaval avec la participation de 700 personnes, un défilé de troupes folkloriques, une clique, une fantasia et autres animations. Un montage théâtral musical sera présenté en 52 minutes sur l'histoire du festival avec la participation de 36 jeunes comédiens.

F. H.

Festival du film franco-arabe à Amman

«Good Luck Algeria» suscite l'intérêt du public

Le film algérien «Good Luck Algeria», du réalisateur Farid Bentoumi projeté à Amman dans le cadre de la 23^e édition du festival du film franco-arabe a suscité l'intérêt du public jordanien qui a participé au débat ouvert avec le jeune réalisateur à l'issue de la présentation. Les interventions des amoureux du septième art ont fait ressortir l'intérêt accordé par les Jordaniens aux films algériens à l'instar de Nail Merouan (dentiste) qui a salué la qualité des productions cinématographiques algériennes acquise durant les dernières années affirmant que le film algérien connaissait un «*saut qualitatif et qu'il se distinguait des autres films arabes*».

La jeune réalisatrice syrienne Lyane B a appelé, par ailleurs, à promouvoir davantage le cinéma algérien dans la région du Moyen-Orient d'autant que les thèmes qu'il choisit

traitent sans tabou des préoccupations et des problèmes des citoyens arabes.

«*Good Luck Algeria*» raconte l'histoire de Samir Zitouni, un franco-algérien et Steven, un ami d'enfance qui gèrent une micro société de fabrication de skis. Le rôle principale est incarné par Sami Bouadjila.

Au programme du festival organisé par l'Institut français en Jordanie en collaboration

avec la Royal Film Commission of Jordan, la projection de 15 films de production arabo-française primés dans plusieurs festivals traitant des espoirs et préoccupations des individus dans plusieurs environnements sociaux, politiques et culturels dont le deuxième film algérien participant à cette manifestation «Timgad», du réalisateur franco-algérien Fabrice Benchaouich. L. B.

Prévu pour le 15 juillet au TNA

Du malouf et de la musique iranienne s'invitent à Alger

UNE FUSION entre malouf et musique traditionnelle iranienne aura lieu le 15 juillet avec Faouzi Abdennour et Khatoon Panahi. Que vous soyez amateur de malouf, de musique iranienne ou simplement en quête de découverte musicale, nous vous recom-

mandons d'aller voir ce duo algéro-iranien qui sera en concert au théâtre national algérien (TNA) à 20h samedi prochain. Le prix du ticket est de 1 000 DA et à acheter au niveau du Théâtre national directement et ce, jusqu'au jour de la représentation. R. C.

Rendez-vous culturels

Institut français d'Alger (Alger-Centre).

Jusqu'au 27 juillet :

Exposition de photographies «Entre ciel et mer» de Noël Fantoni.

Musée National d'Art Moderne et Contemporain d'Alger (MAMA)

Jusqu'au 13 juillet :

Exposition photo intitulée Ikbal/Arrivées : «Pour une nouvelle photographie algérienne». Auditorium de la Radio algérienne

Salle El-Mougar (Alger-Centre)

Judi 13 juillet à 20h :

Danse hip-hop «Ce que le jour doit à la nuit» de la compagnie Hervé Koubi. Entrée sur carte d'accès. Réservation à l'adresse : dansehiphop2017.alger@ifalgerie.com

Galerie d'art Mohamed-Racim

Jusqu'au 22 juillet :

Exposition de l'artiste peintre Otmane Mersali.



Ligue 1 Mobilis
Youcef Chibane signe un contrat de deux ans avec l'ES Sétif



Azzedine Arab, et de l'entraîneur adjoint Malik Zorgane. Après la signature, la veille, du milieu de terrain llyes Sidhoum, l'ESS signe ainsi sa deuxième recrue estivale.

Youcef Chibane a, au cours de la traditionnelle présentation à la presse, déclaré qu'il était fier de rejoindre un club aux grandes ambitions, comme l'ESS, habitué à jouer pour gagner des titres. Attaquant prometteur,

L'ATTAQUANT de la DRB Tadjanet (ligue 1 Mobilis), Youcef Chibane, a signé, dimanche, un contrat de deux ans en faveur de l'Entente de Sétif.

La cérémonie de la signature du contrat s'est déroulée au siège du club «Mokhtar-Arabi», en présence du président Hassan Hamar, du directeur administratif Rachid Djeroudi, du président de la Société sportive par actions - Black Eagles,

Chibane a indiqué à l'APS qu'il entendait bien apporter un plus à la formation sétifienne, espérant que ce transfert lui permettra de franchir un cap dans sa carrière. Il est à noter que la direction du club veut conclure les arrivées de deux joueurs gabonais, de Samir Aiboud (JS Kabylie), de Chamseddine Nessakh (MC Oran) et ce, avant la date du 25 juillet où la formation sétifienne entamera son stage de pré-saison au Maroc.

Coupe de la confédération africaine
Le MCA affronte le Club Africain en quarts de finale

LE MC ALGER affrontera le Club Africain (Ligue 1, tunisienne de football), en quarts de finale de la coupe de la Confédération africaine de football, après la clôture des matchs de la phase de poules ce dimanche.

Le club angolais Recreativo de Libolo est le dernier club qualifié, après avoir occupé la 2^e place du groupe C, suite à son match nul (0-0) devant la formation égyptienne de Samouha.

Le programme complet des quarts de finale :

- MC Alger (Algérie) - Club Africain (Tunisie)
- FUS Rabat (Maroc) - Zesco United (Zambie)
- Super-Sports United (Afrique du Sud) - Zesco United (Zambie)
- Recreativo De Libolo (Angola) - TP Mazembe (Congo)

Les matchs aller se joueront sur le terrain des clubs cités en premier lieu, les 8, 9 ou 10 septembre 2017, alors que les matchs retour sont prévus les 15, 16 ou 17 du même mois.

Athlétisme
La sélection nationale d'athlétisme U18 poursuit sa préparation

LA SÉLECTION nationale d'athlétisme des moins de 18 ans poursuit sa préparation à Nairobi, avec une séance de décrassage après un long voyage via Doha, et son arrivée vendredi passé à Nairobi (Kenya) pour participer aux championnats du monde U18 du 12 au 16 juillet courant, a indiqué samedi la Fédération algérienne d'athlétisme sur son site officiel.

«Nous sommes arrivés dans de très bonnes conditions tout comme d'ailleurs celles de l'hébergement et de la restauration au niveau de l'Université Kenyatta, où sont logées les délégations participantes», nous a précisé le directeur des jeunes talents, Tarek Kessai, qui se trouve sur place avec la délé-

gation algérienne.

Les athlètes algériens suivent leur programme d'entraînement qui a été tracé par le staff technique, en prévision de ce championnat du monde.

«Nos athlètes, chacun selon sa spécialité, s'entraînent une fois par jour soit la matinée ou la soirée, en fonction de son programme de compétition au stade Kasarani devant abriter les championnats», a ajouté Kessai.

Le directeur des jeunes talents a précisé que nos athlètes commencent à s'habituer à l'altitude, facteur important pour bien démarrer la compétition mondiale, alors que la température avoisinait les 21 degrés pour ce dimanche matin dans la capitale kenyane.

Ligue des champions
L'USM Alger monte en puissance, le rêve est permis

■ **L'USM Alger a clôturé sur les chapeaux de roues sa saison 2016-2017 en infligeant un carton à Caps United du Zimbabwe (4-1), dimanche soir au stade du 5-Juillet dans le cadre de la 6^e et dernière journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique, où le rêve est désormais permis pour les Algérois qui montent en puissance depuis quelque temps.**



LUSMA, finaliste malheureux de la Ligue des champions de 2015, a terminé première de son groupe B avec 11 points, ce qui lui permet d'affronter en quarts de finale Ferroviario Beira du Mozambique qui a profité de la disqualification des deux clubs soudanais, Al Merreikh et Al Hilal, pour s'offrir le deuxième billet du groupe A.

Au-delà des statistiques réalisées par l'USMA au cours de cette phase de poules en s'illustrant notamment comme meilleure attaque dans les quatre groupes avec 12 réalisations, c'est surtout les belles copies rendues lors des derniers matchs, en particulier ceux disputés au stade du 5-Juillet, qui poussent aujourd'hui les

fans de croire plus que jamais au trophée continental qui manque au palmarès de la formation de Soustara.

Les supporters usmistes, très nombreux face à Caps United, n'ont pas manqué d'ailleurs de réclamer à leurs joueurs la première étoile africaine, encouragés sans doute par leur rendement sur le terrain. Il s'agit désormais pour eux d'une ambition légitime, eux qui ont fêté pour l'occasion et comme il se doit le 80^e anniversaire de l'USMA.

L'entraîneur Paul Put, arrivé en milieu de la phase aller, n'a pas caché sa satisfaction de la prestation des siens lors de cette dernière apparition de la saison, mais il reste persuadé que son équipe dispose encore d'une marge de progression

considérable. «Je suis très satisfait du rendement de mes joueurs, tant sur plan défensif qu'offensif. Ils se sont procuré un très grand nombre d'occasions, et même en termes de qualité de jeu, je trouve qu'il n'y a rien à redire. J'espère que nous continuerons à progresser, pour atteindre un meilleur niveau de compétition, car le parcours est encore long», a déclaré le technicien belge à l'issue de la rencontre.

Les Usmistes n'auront pas beaucoup de temps pour reprendre leur souffle après une longue et harassante saison, car les challenges qui les attendent la saison prochain, en particulier la Ligue des champions, les obligent à remettre rapidement le bleu de chauffe.

R. S.

Déclarations

DÉCLARATIONS recueillies par l'APS à l'issue du match USM Alger - Caps United (4-1, mi-temps 2-0), disputé dimanche soir au stade du 5-Juillet (Alger), pour le compte de la 6^e et dernière journée (Gr B), de la phase de poules de la Ligue des champions africaine de football :

Paul Put (entraîneur de l'USM Alger) : «Notre équipe a réussi un très bon match, sur tous les plans, ce qui lui a permis de remporter cette importante victoire, grâce à laquelle elle termine seule en tête du groupe. Je suis très satisfait du rendement de mes joueurs, tant sur plan défensif qu'offensif. Ils se sont procuré un très grand nombre d'occasions, et même en termes de qualité de jeu, je trouve qu'il n'y a rien à redire. J'espère que nous continuerons à progresser, pour atteindre un meilleur niveau de compétition, car le parcours est encore long».

Ayoub Abdellaoui (défenseur central de l'USM Alger) : «C'était un match difficile et nous sommes très heureux de l'avoir remporté avec l'art et la manière. Nous avons joué à domicile et devant nos supporters, mais nous étions quand même sous pression, car il fallait absolument qu'on gagne pour assurer la première place. Cette obligation de résultat a pesé lourd sur nos épaules, mais le fait d'avoir marqué assez tôt nous a libérés.

Nous sommes très contents d'avoir atteint notre objectif, et à présent, on va s'accorder un peu de repos, car la saison a été éprouvante, aussi bien moralement que physiquement. Pour ce qui est du match contre Ferroviario, je pense que nous aurons tout le temps d'y penser, car il est encore relativement loin».

Lloyd Chitembwé (entraîneur de Caps United) : «On s'est présentés à Alger avec l'intention de gagner, mais nous sommes tombés sur une bonne équipe, qui a réussi un meilleur match que nous. Malgré l'élimination, je suis satisfait du rendement de mes joueurs, car ils ont vraiment fait le maximum».

Hardlife Zvirekwi (milieu de terrain et capitaine de Caps United) : «On espérait vraiment réussir un bon résultat contre l'USMA, mais la réussite nous a fait défaut. Même à (3-0) nous avons continué à y croire, mais l'adversaire était beaucoup trop fort. Donc, malgré la déception de l'élimination, je dirai que c'est sans regrets, car nous avons tout donné, et il nous était impossible de faire plus. Cette participation en Ligue des champions reste tout de même une bonne expérience pour notre jeune équipe, qui en affrontant des adversaires algériens, égyptiens et libyens a gagné en expérience, ce qui devrait lui servir à l'avenir».

PH. > D. R.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Festival des sports de la nature

Trente wilayas attendues à Beni Bahdel

PAS MOINS de trente wilayas prendront part à la 4^e édition du Festival national des sports de la nature, prévu du 12 au 16 juillet en cours à Beni Bahdel, une commune située au sud de la wilaya de Tlemcen, apprend-on lundi des organisateurs.

Mis sur pied par l'association des sports de la nature de Beni Bahdel (ASNB), en collaboration avec la Fédération nationale du sport pour tous (FNST), ce festival drainera les représentants de pas moins de trente wilayas, a indiqué à l'APS Zerrouki Mohamed, responsable de la communication.

A cette occasion, douze disciplines sont programmées et permettront aux participants de se mesurer dans les randonnées pédestre, équestre et d'orientation, les courses cycliste et en canoë, la pêche sportive, le para-moteur, la voile, les jeux traditionnels, les exhibitions de cerf-volant, le tir à l'arc et le speed-ball, ajoute-t-on.

Relevant de la daïra de Beni Senous, Beni Bahdel est considérée comme la plus petite col-

lectivité locale de la wilaya de Tlemcen. Elle abrite cette manifestation sportive de masse dans le but d'encourager la pratique des sports de la nature dans cette région culminant à plus de 1 000 mètres d'altitude et disposant d'un grand barrage et de hautes montagnes.

Ce festival a vu, l'année dernière, la participation de 2 000 sportifs pour la seule discipline de la randonnée pédestre, selon M. Zerrouki qui a estimé que la manifestation contribuera à développer le tourisme écologique et culturel, ainsi que l'artisanat dans cette commune d'un peu plus de 3 000 âmes.

Le programme de cette manifestation à laquelle collaborent plusieurs partenaires, dont l'Agence nationale des barrages et transferts d'eau, le Parc national de Tlemcen, la ligue locale de cyclisme et des associations, ainsi que l'agence Eventos, prévoit, également, des volets touristique et culturel dont des expositions pluridisciplinaires.

Yanis G.

Jujitsu

Le champion du monde algérien Kherroubi en quête d'un sponsor

LE CHAMPION du monde algérien en jujitsu, Yacine Kherroubi déplore un sérieux manque de liquidité dans sa quête de bien préparer le Masters auquel il doit participer au mois d'août prochain, à Las Vegas (Etats-Unis).

Désespéré, l'athlète de 37 ans a donc décidé de lancer un «appel urgent» aux hauts responsables du sport national, pour lui «fournir rapidement une aide financière» à même de lui permettre de sortir de cette crise. «A désormais un mois du coup d'envoi de la compétition, je suis censé redoubler d'efforts à l'entraînement pour être le plus en forme possible, surtout que j'ambitionne d'aller loin dans ce tournoi.

Or, je ne peux m'y consacrer entièrement, car je suis également dans l'obligation de trouver un sponsor, pour m'apporter l'aide financière dont j'ai tout autant besoin.

Deux lièvres que je ne peux malheureusement courir à la fois», a-t-il indiqué à l'APS. Kherroubi a précisé avoir besoin d'au moins 320 000 DA, rien que pour couvrir des frais basiques, comme le billet d'avion pour les Etats-Unis (170 000 DA), ainsi que les droits d'engagement, la restauration et l'hébergement.

«J'espère que cet appel de détresse recevra un écho favorable de la part des dirigeants», a encore souhaité le médaillé d'or dans la catégorie des moins

de 82 kg, lors des derniers championnats du monde de jujitsu, disputés au mois d'avril à Abu Dhabi (Emirats arabes unis).

Si Kherroubi tient autant à prendre part au tournoi de Las Vegas, c'est parce qu'il représente «un grand événement de la discipline» devant drainer la participation de certains parmi les actuels meilleurs athlètes au monde. Ces derniers seront répartis en deux poules et devront passer avec succès le cap des éliminatoires, pour atteindre le dernier carré.

«La tâche s'annonce ardue, même pour moi, qui suis champion du monde», a affirmé Kherroubi, espérant toutefois qu'un «tirage au sort favorable, au moins lors des tours préliminaires», lui permettra probablement de «bien» se lancer dans le tournoi et d'entrevoir la suite de la compétition sous de bons auspices.

Le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi a annoncé, lundi lors d'une visite à l'annexe Franz Fanon de la Bibliothèque nationale, que cette structure sera fermée fin juillet pour des travaux de restauration. Le ministre a ordonné en outre «le transfert de toutes les archives au siège principal à El Hamma», qualifiant de «déplorable» l'état dans lequel se trouve l'annexe Franz Fanon dont la création remonte à 70 ans. «Une fois restaurée, cette structure sera

propos d'Ahmed Ouyahia sur les migrants africains



Djalou@hotmail.com

Saisie de 374 kg de kif traité à Tlemcen

Quatre narcotrafiquants arrêtés

■ Quatre narcotrafiquants ont été arrêtés dimanche à Maghnia par un détachement de l'Armée nationale populaire, qui a également saisi, en coordination avec les services des douanes de Maghnia, une quantité de kif traité estimée à 374 kg, indique lundi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Slim O.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire «a arrêté, le 9 juillet 2017, en coordination avec les services des

douanes de Maghnia, wilaya de Tlemcen, quatre narcotrafiquants et saisi 374 kilogrammes de kif traité», précise la même source. En outre, et suite à des opérations distinctes menées à Tindouf, Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, des détachements de l'ANP, «ont appréhendé trois contrebandiers et saisi

cinq véhicules tout-terrain, un camion, 17,75 tonnes de denrées alimentaires, 400 litres d'huile de table, 5 460 litres de carburants et divers outils d'orpillage, tandis que 13 quintaux de tabac et 13 000 unités de différentes boissons ont été saisis à El-Oued».

S. O./APS

Sidi Bel-Abbès

Un réseau international de trafic de véhicules démantelé

Les services de la sûreté de wilaya de Sidi Bel-Abbès ont démantelé, récemment, un réseau international de trafic de véhicules et de falsification de documents, a-t-on appris lundi de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Le démantèlement de ce réseau, composé de dix individus, âgés entre 24 et 45 ans, a permis la récupération de huit véhicules de luxe de différentes marques. Agissant sur informations faisant état de la mise en circulation d'un véhicule touris-

tique aux documents falsifiés, les éléments du service de la police judiciaire ont entamé leurs investigations pour aboutir à la localisation du dit-véhicule et à l'arrestation de deux individus au centre-ville de Sidi Bel-Abbès.

Après l'examen du véhicule par les services techniques de la sûreté de wilaya, il s'est avéré que le numéro du châssis était faux tout comme les autres documents trouvés en possession des deux interpellés. Le même véhicule a été signalé comme volé. Poursuivant leurs

investigations, les enquêteurs ont réussi à démanteler ce réseau de trafiquants et à découvrir un nombre considérable de véhicules, mis en circulation avec de faux numéros de châssis et de documents falsifiés. Trois des voitures ont fait l'objet de bulletins de recherche internationaux car volés à l'étranger, a-t-on précisé. Dix individus ont été arrêtés et 57 dossiers de base accompagnés de cartes jaunes préparés pour la délivrance de cartes grises ont été récupérés.

Omar Gh.

Bibliothèque nationale

Le ministre de la Culture ordonne la fermeture de l'annexe Franz Fanon

Le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi a annoncé, lundi lors d'une visite à l'annexe Franz Fanon de la Bibliothèque nationale, que cette structure sera fermée fin juillet pour des travaux de restauration.

Le ministre a ordonné en outre «le transfert de toutes les archives au siège principal à El Hamma», qualifiant de «déplorable» l'état dans lequel se trouve l'annexe Franz Fanon dont la création remonte à 70 ans.

«Une fois restaurée, cette structure sera

destinée exclusivement aux chercheurs», a affirmé M. Mihoubi.

Concernant la nature des travaux prévus, le ministre qui a indiqué que «cet édifice, qui ne réunit pas les conditions de préservation des archives, subira une grande opération de restauration et de réaménagement» précisant qu'une enveloppe de 85 millions de dinars sera allouée aux seuls travaux d'électricité.

M. Mihoubi, lors de sa visite, a mis l'ac-

cent sur l'importance de veiller au respect de l'aspect architectural de cet édifice.

Siège principal de la Bibliothèque nationale, l'édifice est devenu une annexe après l'ouverture de siège d'El Hamma en 1994.

Véritable trésor pour les chercheurs dans les domaines de la sociologie et de la presse, l'annexe conserve une grande partie des archives nationales dont certaines datent de 1830 et même d'avant.

Racim C.